

Bulletin d'histoire politique

L'avant-gardisme du Printemps 2012 au Québec : continuité ou rupture avec le mouvement étudiant des années 1960 ?

Jean Lamarre, Gabriel Nadeau-Dubois, Jacques Portes, Jean-Philippe Warren and Bernard Pudal



Volume 23, Number 1, Fall 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026508ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026508ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lamarre, J., Nadeau-Dubois, G., Portes, J., Warren, J.-P. & Pudal, B. (2014). L'avant-gardisme du Printemps 2012 au Québec : continuité ou rupture avec le mouvement étudiant des années 1960 ? *Bulletin d'histoire politique*, 23(1), 161–174. <https://doi.org/10.7202/1026508ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'avant-gardisme du Printemps 2012 au Québec : continuité ou rupture avec le mouvement étudiant des années 1960 ?

Pour clore ce dossier spécial, nous vous proposons une table ronde sur le mouvement étudiant français et québécois des années 1960 et son rapport avec le mouvement étudiant québécois de 2012. Les panélistes Bernard Pudal, Jacques Portes, Jean-Philippe Warren et Gabriel Nadeau-Dubois discutent du contexte des manifestations étudiantes de 2012 au Québec et des liens que l'on peut faire entre celles-ci et celles qui se sont déroulées au Québec et en France en 1968. Jean Lamarre agit comme animateur et modérateur. Le verbatim de cette table ronde a été légèrement révisé pour la clarté.

Jean Lamarre (JL) : Tout d'abord, avant d'entrer dans le vif du sujet, il serait sans doute bon de remettre les événements de 2012 dans leur contexte historique pour en connaître les causes, pour comprendre l'ampleur qu'ont connue les manifestations étudiantes et pour tenter d'interpréter l'engouement qu'a suscité ce mouvement étudiant auprès d'une large partie de la population.

Gabriel Nadeau-Dubois (GND) : Je ne prétends pas avoir une réponse à cette question. On est encore un peu le nez dedans, à peine un an après son début. Je pense qu'il faut peut-être distinguer deux niveaux différents. Le premier, un contexte politique plus large qui est celui d'une génération qui naît à la fin des années 1980, au début des années 1990, et qui est la première génération depuis longtemps à avoir sous les yeux un monde qui est politiquement unifié. Je fais partie d'une génération qui n'a jamais vu le mur de Berlin. Je fais partie d'une génération pour qui le monde a toujours été unifié sous un seul système politique et économique. Pour

nous, le Parti québécois commence avec Lucien Bouchard – c’est pour la plupart d’entre nous notre premier souvenir politique. Ce qui fait que c’est une condition historique particulière. On est une génération qui a peut-être l’impression que tout est un peu joué d’avance. On peut avoir des débats sur les moyens d’arriver à nos objectifs collectivement, mais on sent aussi qu’il n’y a peut-être pas de débat de fond sur les objectifs qui sont poursuivis ! On est une génération qui arrive au moment où la gauche québécoise est en position de faiblesse après les mouvements des années 1960-1970, où le Parti québécois ratisse très large dans toutes les forces progressistes au Québec, à part des petits éléments à droite et à gauche.

Et donc ça crée un sentiment de blocage institutionnel, on sent le besoin de débloquer la société québécoise, et peut-être que le mouvement étudiant, les mobilisations du printemps 2012, sont un peu le symptôme de cette génération qui dit : on veut rouvrir les possibles, on veut rouvrir l’imaginaire politique après une bonne trentaine d’années de conformisme gestionnaire, après trente ans de gouvernance de la part d’une classe politique qui suit essentiellement l’agenda néolibéral, peu importe les partis politiques.

Ça s’inscrit aussi dans le contexte d’une crise écologique qui pose des questions très graves sur la manière dont on organise notre économie.

J’ai l’impression qu’au printemps 2012, il y a un sentiment de blocage, la hausse des frais de scolarité est vue comme inacceptable par beaucoup de jeunes qui sentent qu’on tente de leur refiler la facture d’un modèle qui est en train de s’écrouler et qu’ils refusent.

Et à partir de ce moment, évidemment, la grève commence sur des bases plus restreintes, plus corporatives : le refus des frais de scolarité. Mais très rapidement, les gens qui ont participé au mouvement l’ont senti, les préoccupations se sont élargies ; dans les assemblées, on a entendu des discours sur la question de l’environnement, sur la question de la corruption, sur la justice sociale, la redistribution de la richesse, voire des remises en question du capitalisme, ce qui pour certains, passe pour une idée aussi farfelue que de remettre en question la loi de la gravité. Et là, ça éclate de plus en plus dans les assemblées : on a vu la réaction publique et médiatique que cela a suscité.

Je pense que le contexte général, c’est celui-là. Mais le contexte plus précis, plus stratégique, c’est celui d’un gouvernement libéral en fin de règne, qui est au pouvoir depuis 9 ans, qui a été particulièrement impopulaire chez les jeunes, un gouvernement qui a reculé deux fois dans l’année qui a précédé le déclenchement de la grève – sur les gaz de schistes et sur la commission Charbonneau. Un gouvernement en perte de crédibilité, aussi, à cause d’accusations de corruption. Disons qu’à court terme, ça fait un gouvernement plus faible et que la décision d’augmenter les frais de scolarité dans ce contexte spécifique passait très mal.

JL: Peut-on faire un lien entre la jeunesse québécoise actuelle, qui vit dans un monde unifié, et celle de 1960, née après la Deuxième Guerre mondiale, une génération qui n'avait pas connu la guerre, qui se qualifiait elle-même d'idéaliste ou d'utopiste et qui a porté elle aussi ce désir de refaire le monde, de le redéfinir non plus en fonction de la réalité et des valeurs anciennes, mais bien en fonction de ses propres valeurs?

Jacques Portes (JP): Je ne crois pas, cette comparaison ne convient pas, je pense. Parce que tu disais auparavant qu'il n'y a pas la guerre en 68, en France...

JL: Je parle de ceux qui vivent 68 et qui n'ont donc pas vécu la guerre.

JP: Oui, mais ils vivent la plupart en référence complète à la fois avec la guerre d'Algérie et les problèmes qu'elle a causés en France, et des contestations de tous les aspects qu'il y a eu, et en référence aussi avec la résistance pendant la Deuxième Guerre mondiale, contre Vichy. Et ce sont deux références constantes chez les leaders en particulier, mais pour nous aussi – j'étais dans les manifestations de 68 – c'est des références comme celles-là qui nous habitaient.

Plus, aussi, la révolution à Paris, les barricades avec les pavés, c'est 1848, c'est 1830, c'est la Commune, ce sont les références, en France en tout cas, en 68.

JL: Donc une conscience historique très importante même s'ils n'ont jamais vécu...

JP: Mais en plus, en dehors du contexte politique, du Parti communiste et tout ça, une des mobilisations, en tout cas en 68 c'est la plus centrale, c'est contre la guerre du Vietnam, contre l'impérialisme des Américains et la guerre du Vietnam. C'est vraiment ce qui fédère tous les groupes, même s'ils ne sont pas d'accord sur tout – loin de là!

Même dans les lycées, c'est vraiment fondateur. C'est un contexte qui n'a pas de comparaison avec ce que l'on peut trouver aujourd'hui, pas une seconde, et c'est le contexte aussi de la guerre froide, du rejet du modèle du PC. Tous les leaders ou presque sont passés par [le Mouvement jeunes communistes de France] et l'ont quitté, parce qu'ils ne comprenaient rien à ce qui s'y passait.

Mais il y a tout de même des points de comparaison...

JL: Quels sont ces points de comparaison?

JP: Les jeunes sont les jeunes d'une part, et ils sont pris par des pouvoirs qui les ignorent...

Jean-Philippe Warren (JPW): Il demeure que l'horizon international sur lequel se sont découpées au Québec la grève d'octobre 1968 et celle de 2012 est difficile à négliger.

Ce n'est pas pour rien que la grève de 2012 a été baptisée le « printemps érable », c'est parce qu'on avait l'impression qu'il y avait là une lutte qui dépassait le cadre des frontières provinciales, que ça se découpait sur un engagement qui était transnational, altermondialiste.

GND: Les structures de la CLASSE, qui était l'organisation majoritaire durant la grève, se sont directement inspirées des modes de l'organisation de l'altermondialisme ; rappelons que l'ASSÉ a été créée en 2001, année du sommet de Québec. Donc, l'altermondialisme est une référence majeure dans les structures et les pratiques, et au niveau des discours, en 2012, les différents mouvements étudiants au Chili, en Angleterre, en Corée, un peu partout, sont aussi des référents constants.

Il y a eu des échanges très importants avec les Chiliens durant toute la grève, ça a été les référents très importants, la conscience au Québec que la hausse des frais de scolarité s'inscrivait dans un contexte d'austérité qui évidemment est international, ça, c'est un référent très fort.

Bernard Pudal (BP): Je pense qu'il faut en revenir à certains faits. En tant que vieux soixante-huitard, j'ai trouvé intéressant ce que vous avez dit dès le début. Vous parlez de la « génération de 68 », donc il y aurait un mode d'une génération spécifique, je pense que c'est une idée à creuser, le problème c'est qu'il faut la comprendre sociologiquement, politiquement, contextuellement. On ne peut confondre les générations d'hier et celle d'aujourd'hui.

Mais il y a des points communs, me semble-t-il, quand même. D'abord, il s'agit du monde étudiant. De même que dans les années 1960, le monde étudiant dans le monde entier, sous une forme très différente, se mobilise.

Vous n'avez pas parlé du printemps arabe, mais c'est à mon avis important, dans la mesure où pour une part, la question de la scolarité, des diplômes, etc., est aussi une question cruciale dans les mobilisations du printemps arabe, même si c'est spécifique.

Le deuxième point, c'est celui des différences entre cette génération et celle de 68. Je vais en dire deux mots.

La première différence, pour moi, c'est que la génération de 68 est liée à la mise en crise des rapports d'autorité sociale à l'époque. Or il semble que cela ne soit pas le cas aujourd'hui ; ça, c'est quand même intéressant. Ce registre n'est pas un moteur, me semble-t-il, du printemps érable. Il n'y

a pas une dénonciation des parents, de l'autorité, des profs, des mandarins, etc. Autrement dit, on n'est pas dans le même contexte idéologique de mobilisation des acteurs étudiants et c'est la mobilisation des acteurs étudiants qu'il faut comprendre.

Vous m'étonnez un peu quand vous présentez l'histoire de la hausse des droits de scolarité comme un contexte immédiat. Il me semble que ça renvoie à une évolution historique dont on n'a pas encore pris la mesure, que j'appelle tout simplement non pas la massification de l'enseignement supérieur, non pas la démocratisation de l'enseignement supérieur, mais tout simplement la généralisation de l'enseignement secondaire supérieur. C'est un phénomène mondial, particulièrement dans les pays occidentaux, qui a des effets considérables, et qui différencie votre génération de la nôtre.

Notre génération était au début de ce processus. Vous, vous en êtes, je ne dirai pas à la fin, mais dans certains cas, pas loin. En France, on en est soi-disant à 80 % au bac — en réalité il n'y a pas 80 % d'une génération qui a le baccalauréat, mais 65 % quand même. Ça veut dire que l'un des vecteurs des mobilisations de jeunesse, sous des formes différentes, que ce soit dans les pays arabes, en Égypte ou en Tunisie, ou au Chili, etc., l'une des médiations c'est cette évolution du système scolaire.

Et il faut penser cette évolution du système scolaire. Et là, je vais jouer mon rôle de provocateur soixante-huitard... J'ai lu par exemple les rapports de l'IRIS. D'un certain point de vue, ça ne tient pas la route une seconde. Pourquoi ? Parce que l'idée que l'université était auparavant un lieu du savoir libre et pas de professionnalisation, c'est faux. Dans le cas de la France, il n'y avait rien de plus professionnalisant que les universités françaises : c'était essentiellement des profs de droit qui fabriquaient des juristes, même chose pour les médecins, etc. L'université française, c'est professionnalisant pour être avocat, être notaire, etc. Donc c'était très professionnalisant ou bien c'était effectivement la reproduction du corps enseignant.

Et donc, la professionnalisation existait bien avant, et je ne considère pas que l'université a jamais été le lieu d'un savoir désintéressé, désindexé des relations de reproduction des rapports de force sociaux, des inégalités sociales, etc.

Alors je ne dis pas que l'argument politique n'est pas bon, mais dans une certaine mesure, la spécificité de la génération actuelle, c'est que c'est une génération qu'on peut peut-être penser analogiquement avec l'histoire de l'alphabétisation. Cette analogie est gênante politiquement mais elle mérite d'être prise en compte. Il arrive qu'on soit gêné politiquement par son propre raisonnement sociologique.

Au XVIII^e et au XIX^e siècle, on a assisté dans le monde occidental à une généralisation de l'alphabétisation au point qu'au XIX^e siècle, être alphabétisé, c'est-à-dire savoir lire et écrire, c'est un capital, un signe distinctif,

une condition de la mobilité sociale, de l'appartenance aux élites, etc. Et puis, petit à petit, l'alphabétisation est devenue une sorte de minimum vital dans le développement de nos sociétés.

De mon point de vue, on est dans le même processus de généralisation de l'enseignement secondaire supérieur, qui transforme complètement les valeurs du système de l'enseignement secondaire supérieur. D'où le malheur des profs qui, dans une certaine mesure, sont embarqués dans une histoire qu'ils ne contrôlent plus, et à laquelle ils ne sont pas adaptés puisqu'ils sont adaptés à un système universitaire je dirais «à l'ancienne» pour aller vite, et qu'ils sont confrontés à ce que j'appelle le dédoublement.

Par exemple, en France, quand on voit arriver des étudiants qui viennent des bacs G et des bacs professionnels et techniques, etc., donc qui sont des étudiants qui ne sont absolument pas en situation de faire une dissertation en français [...], le prof se dédouble: il s'adresse à 5 % de la classe et pour les autres, c'est une sorte de travail pédagogique.

On voit arriver l'idée de pédagogie dans l'enseignement supérieur. Il y a vingt ans en France, on ne parlait pas de pédagogie dans l'enseignement supérieur, aujourd'hui c'est une nécessité.

Autrement dit, il y a un changement de nature, pour moi, en tout cas c'est l'hypothèse qu'on peut faire, un changement de nature du système de l'enseignement supérieur dans lequel vous êtes embarqués.

JL: Mais ce sont des changements aussi qui sont liés aux luttes menées dans les années 1960 par des étudiants

BP: Non, c'est un phénomène historique indépendant. La généralisation de l'enseignement secondaire supérieur, ça se déroule partout, sous différentes formes. En Chine, on est en train d'assister à ça.

Et ce phénomène fait qu'au fond, il y a un changement de nature de l'enseignement secondaire supérieur. En France, par exemple, ça s'appelle la secondarisation du premier cycle. Il y a une grande thématique sur l'idée qu'après tout, les professeurs d'université qui à l'heure actuelle sont des chercheurs, s'ils enseignent Bac +1, Bac +2, Bac +3, il n'est pas nécessaire qu'ils soient des chercheurs. Ça va être des agrégés, etc.

Autrement dit, effectivement, il y a une sorte d'adaptation, de course d'adaptation à cette généralisation de l'enseignement secondaire supérieur. Et dans une certaine mesure, les mesures libérales qui sont prises sont au fond une façon de favoriser ceux qui pourront conserver de l'ancien système élitiste la possibilité d'y participer ne serait-ce que financièrement, et pour les autres, de leur donner ce qui existe beaucoup aux États-Unis dans les *community colleges*, une sorte de formation post bac qui, d'un certain point de vue, ne discrimine plus

sur le plan du marché du travail et qui est l'équivalent de l'alphabétisation au XIX^e siècle.

Si jamais mon hypothèse est bonne, c'est embêtant, parce que c'est un processus auquel, de mon point de vue, personne ne peut s'opposer.

JPW : Ça se joue différemment au Québec selon moi.

BP : En France aussi, mais c'est réservé à certaines filières.

JPW : Au Québec, être financé au prorata de la possibilité de réaliser des brevets, de fabriquer des étudiants productifs et d'être branché sur la grande entreprise, cela concerne l'ensemble de l'enseignement supérieur. Il existe une volonté généralisée de redéfinir l'ensemble de l'enseignement donné dans les universités.

BP : C'est le cas aux États-Unis.

JPW : Mais aux États-Unis, il y a les *technical colleges*, les *community colleges* et les *liberal arts colleges*. Le paysage est plus diversifié, plus décentralisé, au moins sur le plan national.

GND : Vous avez tout à fait raison de souligner le fait que le mouvement de l'an dernier ne portait absolument pas, et c'est une différence que je voulais marquer, de messages de contestation des autorités sociales, ou d'un message de contestation des institutions.

C'est ce qui est, de mon point de vue, formidable dans ce printemps, c'est que ça a été un mouvement de défense des institutions. Contre quoi ? Je rejoins ici mon collègue Jean-Philippe Warren ; ce fut une défense des institutions contre une tentative de harnacher complètement l'éducation post-secondaire, les cégeps et les universités, aux impératifs du marché.

Et cela se comprend dans le contexte québécois particulier, où les universités et les cégeps ne datent pas de 800 ans comme en France, mais de quelques décennies, et ont été construits en grande partie sur un compromis historique entre deux missions qui étaient vues comme complémentaires, une mission motivée par des valeurs républicaines, démocratiques, de transmission du savoir, de la culture, de la constitution d'une culture artistique et scientifique québécoise, et aussi – c'était là dès le départ dans le rapport Parent par exemple – une mission de constitution d'une main-d'œuvre qualifiée québécoise. Les cégeps sont le témoignage institutionnel parfait de ce compromis, avec des filières obligatoires peu importe qu'on soit dans la formation technique ou préuniversitaire. Ce à quoi on assiste depuis quelque temps au Québec, c'est à une érosion de ce compromis au profit d'un seul des deux pôles qui est celui du développement

économique; dans les universités, ça paraît beaucoup, et ça paraît aussi dans les cégeps auxquels on demande dorénavant de faire la recherche.

Le gouvernement Marois, dans son dernier budget, a mis en place des mesures jamais vues pour favoriser la recherche dans les cégeps. [...] Avec quels objectifs? Favoriser la croissance, favoriser le développement économique sous prétexte que c'est ce dont les régions ont besoin. Et ça, c'est politique comme changement. Je ne suis pas d'accord pour dire que ça fait partie d'une grande évolution...

BP: J'avais prévenu que je n'aurais pas le soutien!

GND: Je pense que c'est politique. Ce sont des mesures politiques qui ont été prises par des gouvernements en particulier – évidemment il y a aussi au sein même de l'université des forces qui poussent en ce sens, mais pour moi c'est une transformation politique des institutions. La hausse des frais de scolarité était une décision politique qui s'inscrivait dans cette dérive institutionnelle, dont l'objectif est de faire de l'université un nouveau lieu de valorisation du capital. Et c'est formulé comme tel par les libéraux, c'est formulé comme tel par les instituts de recherche qui les appuient.

François Legault est peut-être l'exemple le plus caricatural de ça, lorsqu'il se prend pour Elvis Gratton et qu'il dit «le modèle c'est les États-Unis avec la Silicon Valley». Il nous fait miroiter une espèce de monde dans lequel les universités seraient des sous-traitants de R&D pour les grandes entreprises et c'est vraiment ça qui nous était proposé au printemps dernier, et cela a suscité la réaction d'une génération à laquelle plusieurs autres générations ont répondu par la suite. La réaction de ma génération, ça a été de dire «non, on veut maintenir à tout le moins quelque chose comme un idéal universitaire».

Après ça, je suis bien d'accord lorsque vous dites que l'université n'a jamais été à la hauteur de cet idéal, ça, c'est bien certain, mais au moins il était maintenu. Aujourd'hui ce qu'on nous dit c'est «*fuck* l'idéal, l'important, c'est la croissance».

JPW: Pour moi, un des grands changements auxquels on a assisté entre les années 1960 et 2012 concerne les disciplines. Dans les années 1960, au Québec, les disciplines les plus mobilisées, les plus revendicatrices, c'étaient les disciplines des sciences sociales, la sociologie en particulier, mais aussi l'anthropologie, la science politique, etc.

Or, ce à quoi on a assisté depuis quarante ans, c'est une professionnalisation de ces filières, pas majeure, pas radicale, pas si accentuée qu'on pourrait le penser, mais quand même, certaines filières de ce monde des sciences sociales se sont assagies.

Pendant ce temps-là, les sciences pures et les sciences appliquées sont devenues un petit peu plus engagé qu'elles ne l'étaient. Quant aux humanités, elles ont vécu une véritable révolution. Par exemple, si vous analysez les signatures des pétitions qui ont circulé et qui ont été appuyées par les professeurs d'université et de cégep, vous verrez que près de 50 % des signataires viennent des humanités, et là, je pense qu'il y a un véritable bouleversement.

Qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qui explique que les humanités se retrouvent au premier rang des contestataires ? Mon hypothèse, c'est que les gens des humanités sont maintenant déchirés parce que les étudiants et les professeurs de ces filières, d'une part, ont une compréhension fine et précise des mécanismes de domination qui s'exercent dans nos sociétés, et, d'autre part, se retrouvent sans aucun pouvoir réel, complètement impuissants par rapport aux changements qu'on leur impose.

Cette combinaison d'une impuissance politique et d'une connaissance assez poussée, assez approfondie des structures de domination, forme selon moi un cocktail plutôt explosif, ou du moins, volatil.

BP : Deuxième hypothèse, parce que bon, on ne va pas trancher tous ces débats... Dans la comparaison, je m'adresse directement à vous [GND] si j'ose dire, parce que vous êtes à la fois témoin et élément de preuve ou de contradiction, il me semble. Je suis assez d'accord avec ce que vous dites, quand vous dites qu'au fond, une des caractéristiques de la nébuleuse idéologique soixante-huitarde, c'était la critique des rapports d'autorité sociale ; et c'était aussi le marxisme sous toutes ses multitudes, voilà ce que disait Jacques Portes.

Bon ça, ça a complètement disparu. Mais est-ce que ça veut dire qu'il n'y a pas eu des filiations ? Une des questions que je me pose, c'est comment, comme mon thésard l'appelle, la vocation d'hétérodoxie dont je parlais plus tôt s'est-elle transmise à votre génération ?

Autrement dit, votre génération n'est pas seulement le produit d'un mode de génération contextuel lié à l'unification politique du monde, ça, je pense que c'est une idée que je n'avais pas énoncée, et qui me semble probablement importante à prendre en considération, car c'est la nécessité pour une jeunesse de rouvrir le champ des possibles comme vous avez dit – ça, c'est aussi sous d'autres modalités soixante-huitardes. Mais l'une des questions que je me pose, vous êtes mieux placé que moi pour le savoir... Je vais vous dire la vérité, il se trouve que pour me préparer un petit peu [...] j'ai été soumis à une pression [...] par Jean ! Donc j'ai lu sur le printemps érable et puis je me suis dit, je vais regarder les biographies des leaders étudiants. Et je suis tombé sur la vôtre avant même que nous nous rencontrions aujourd'hui, je tiens à le dire. Alors, je ne sais pas du tout si c'est vrai, mais la biographie qui vous est consacrée

sur Wikipédia fait état du fait que vous avez une socialisation particulière. Artiste, *disruptive* ?

Autrement dit, est-ce que la génération de 68, qui a perdu ses références idéologiques marxistes, n'a pas quand même conservé et compris dans ses pratiques éducatives un style de rapport au monde social, dont votre génération aurait pour partie hérité et qui aurait favorisé votre entrée en militantisme ? Autrement dit, vous n'avez pas été gangrenés par le libéralisme ambiant. Dans toute cette affaire, il faut bien que vous le refusiez, parce que sinon on ne comprend pas ce qui s'est passé.

GND : Oui. Je pense que vous pointez quelque chose d'intéressant. Le mouvement de l'an dernier était massivement un mouvement de gens scolarisés, très scolarisés, et je vous dirais pas simplement parce que c'était des étudiants qui manifestaient. Même les gens qui se sont joints aux étudiants dans les rues, durant le grand moment de mobilisation citoyenne qu'ont été les casseroles aux mois de mai et de juin, ça a été en grande partie des universitaires, des gens de professions libérales, des gens de la fonction publique. Il y a eu aussi des gens des classes populaires, j'en ai rencontré. Il y avait des quartiers populaires dans lesquels la mobilisation était forte, notamment dans Hochelaga-Maisonneuve et dans certaines parties de Rosemont. Mais je serais d'accord, il ne faut pas se leurrer, oui, ça a été un mouvement qui a été mené beaucoup par des gens scolarisés qui viennent de milieux privilégiés, ça, ça me semble un diagnostic qui est juste. Bon qu'est-ce que ça veut dire, je ne pourrais pas...

BP : Pour moi, ce n'est pas le fait que vous êtes privilégié, c'est la question de savoir si dans les acteurs de la mobilisation il n'y en a pas un certain nombre qui ont bénéficié d'une sorte d'héritage soixante-huitard sans le savoir, voilà.

JPW : C'est vrai. Mais 250 000 personnes sont quand même descendues dans la rue. Cela veut dire que ça a débordé très largement.

JP : Oui, mais est-ce qu'il n'y a pas une comparaison possible avec les indignés, justement ?

JPW : Au Québec, il y a eu d'autres crises un peu semblables dans l'histoire et on aurait pu penser qu'elles auraient mené au même genre de réactions. Toutefois, elles n'ont pas provoqué des confrontations aussi importantes. La grève de 2012, même les leaders les plus contestataires ne s'y attendaient pas. Plusieurs ont utilisé le terme « magie » pour expliquer son éclatement. Ils n'ont pas tout à fait tort. Les événements de 2012 repré-

sentent une énigme intéressante pour un sociologue. On peut décliner une multitude de facteurs, mais je pense qu'on ne pourra jamais épuiser la teur ou la nature du phénomène. Et c'est peut-être tant mieux.

JP: Vous avez raison, c'est propre au mouvement social; à un moment donné, il est mûr, et puis là, il y a un déclenchement quelconque qui suffit et ça prend. Je crois que c'est ça qui est fondamental.

BP: Une question par rapport à ta question, c'est celle du parallèle que l'on peut faire, quel que soit le mystère qui entoure la réussite de cette espèce d'alchimie qui aboutit à un événement historique, parce qu'on peut le qualifier de tel. Dans tous les cas, il y a le processus de publicisation de toute une série de problèmes. Autrement dit: ça parle. Ce qui caractérise 68, est-ce que ça parle? Ça parle partout et ça discute. Il me semble que dans ce que vous avez dit, c'est un peu ce que vous indiquez, c'est-à-dire que progressivement vous partez d'une question qui semble «corporate» - bon parce qu'en France, tout de suite, c'est pas bien, je mets des guillemets, disons «pratico-pratiques» comme a dit Jean. Donc on parle d'une question comme ça. Est-ce que ça a beaucoup discuté? Parce qu'il n'y a que vous qui pouvez...

GND: Oui.

BP: Parce que, moi ce que j'ai lu, ça ouvre la parole.

GND: Oui, ça a été un grand moment de prise de parole, un grand moment de politisation pour les gens qui ont participé à la grève. Et j'ai envie de vous dire, peu importe le penchant que les étudiants et étudiantes avaient: la particularité du mouvement étudiant québécois, d'un point de vue juste organisationnel, c'est sa structure syndicale, sur le type de la formule de Rand, qui fait que même si les gens désapprouvent les décisions qui sont prises en assemblée générale, ils sont tenus de les respecter, d'où la nécessité à un certain moment de la grève de bloquer l'entrée aux cégeps et aux universités qui avaient déterminé démocratiquement d'être en grève. Et les assemblées générales, étant donné que c'était le moyen pour les étudiants, peu importe la couleur de leur carré, d'aller se faire écouter, ça a été des lieux de discussion politique absolument incroyables. La qualité des débats qui y ont eu lieu n'a rien à voir avec ce qu'on entend dans l'espace public tous les jours de la part de notre classe politique. Il y avait vraiment un niveau de débat impressionnant.

BP: Est-ce que l'on a des traces de ça? Parce que les historiens dans 20 ans...

GND: Oui. On s'y serait peut-être attendu à l'association étudiante des cycles supérieurs de philosophie de l'Université de Montréal. Mais là, on parle de débats politiques partout au Québec, dans des régions, dans des cégeps où il y a des techniques policières, des intellectuels, des artistes. Ces gens-là étaient un peu pris pour discuter ensemble et ça a donné des résultats formidables. À un certain moment durant la grève, lorsqu'il y a eu des tentatives de forcer le retour en classe, il y a eu à plusieurs endroits sur les campus des gens contre la grève, qu'on appelait les carrés verts, qui bloquaient les portes de leur cégep en disant «on est contre la grève, mais on veut que vous respectiez notre autorité, notre autonomie politique comme groupe». Mais ces gens-là n'auraient pas fait ça après deux semaines de grève. Ils ont fait ça après 4, 5 mois de grève parce qu'il y avait eu un tel niveau de débat, de discussion, que ça avait beaucoup politisé les gens. La quantité de poésie qui a été écrite durant cette période est incroyable, l'iconographie qui était d'ailleurs souvent calquée sur l'iconographie de 68, était aussi très féconde.

Mais autant il y a eu beaucoup de prises de parole, autant je n'ai pas l'impression que c'était les mêmes thèmes. Je vais recouper ce que j'ai dit tout à l'heure. Prenons pour exemple la poésie qui s'est écrite durant la grève. À Montréal, ça a beaucoup tourné autour d'un collectif qui s'appelait Fermail, qui a eu une production très prolifique durant la grève. Beaucoup de collégiens, d'universitaires étaient autour de ce collectif. Et ce qui est assez fascinant dans cette poésie-là, c'est que c'était peut-être *a contrario* de 68, une poésie très très enracinée d'un point de vue culturel au Québec avec des références aux grandes traditions québécoises. Ce n'était pas nationaliste pour autant, mais c'était certainement très enraciné dans des éléments de culture québécoise et pas seulement dans des éléments de culture de lutte. Ces éléments vraiment de culture nationale, c'est peut-être une différence avec 68, qui était dans une dynamique de déracinement, de contestation des autorités traditionnelles. Il y a eu, au Québec, de manière surprenante, une réaffirmation d'aspects traditionnels très forts et on le voit dans la poésie qui a été écrite.

JP: Et donc, je parle des mouvements sociaux, ça crée de la poésie et ça crée de la répression policière. Et un élément de mobilisation ensuite. Et ça, je crois que c'est général et que ça dépasse largement 68 ou un autre: c'est un trait général des mouvements sociaux qui prennent de l'ampleur...

JL: La question s'adresse à Gabriel Nadeau-Dubois: est-ce que, dès le début de 2012, vous avez déjà entrepris auparavant des contacts à l'international?

GND: Oui.

JL: Est-ce que le mouvement étudiant de 2012 a voulu s'assurer à un certain moment de l'appui de certains groupes en vue, que ce soit à l'extérieur du Québec, au Canada, où en Europe ou en Amérique latine – vous avez parlé du Chili tantôt.

Est-ce que c'était dans la stratégie du mouvement étudiant du printemps 2012 de s'assurer de certains appuis extérieurs ?

GND: Il n'y a pas eu de planification je dirais spécifique pour avoir des appuis extérieurs avant la grève. Le mouvement étudiant, en particulier sa frange combative, entretient des liens, des relations avec des organisations étudiantes ailleurs à travers le monde, notamment beaucoup en Europe parce que les États-Unis, c'est un peu un bordel au niveau de l'organisation donc c'est très difficile. Mais en Europe et particulièrement en France, y avait des liens avant la grève qui se sont solidifiés, qui se sont cristallisés durant le printemps 2012. Mais ce sur quoi je voulais insister c'est qu'il y a aussi beaucoup de liens qui se sont créés particulièrement avec l'Amérique Latine, notamment avec le mouvement chilien dont plusieurs délégations sont venues durant la grève et que j'ai eu la chance de rencontrer à plusieurs reprises. Et là, il y avait des échanges intenses d'information, parce que le Chili était un peu vu par les militants du Québec, à juste titre, comme l'aboutissement du modèle d'éducation néolibéral qui tentait d'être appliqué ici. Et les Chiliens eux-mêmes étaient conscients de ça, ils nous le disaient: «Nous, on est dans la merde dans laquelle ils veulent vous plonger, et on essaye, et on patauge, alors vous avez raison de vous battre».

JL: Donc il y avait des conseils bien précis, au niveau de la pratique ?

GND: Il y a eu beaucoup d'échanges de nature politique. Sur le plan de la pratique, c'est toujours plus difficile, parce que d'un point de vue organisationnel c'est souvent très différent. La différence entre le mouvement français et le mouvement québécois est aussi grande qu'entre le mouvement québécois et le mouvement chilien, mais là, il y a vraiment eu une connexion avec le mouvement chilien et avec ce qui se passe de manière générale en Amérique latine depuis les dernières années. Les thèmes politiques, l'influence de l'altermondialisme, les thématiques anti-néolibérales qui sont très fortes en Amérique Latine ont beaucoup de résonance ici, et réciproquement. J'ai des amis qui se sont fait arrêter en Amérique latine parce qu'ils avaient des carrés rouges et que les gens savaient ce que c'était.

Donc, il y a vraiment eu des liens très intimes. Il y a aussi une culture politique et des sensibilités politiques qui sont proches entre l'Amérique latine et le Québec.

JL: Dernière question. Votre présence au congrès annuel de l'Union nationale des étudiants français à Toulouse, récemment, est-elle liée à des relations personnelles ou des relations entre organisations étudiantes ?

GND: On avait des relations avec l'UNEF. J'ai été invité à leur congrès à Toulouse il y a quelques semaines. Mais donc, ce n'était pas nouveau comme lien.

JL: Vous entreteniez des relations depuis longtemps et l'UNEF vous a donc demandé de prononcer le discours d'ouverture.

GND: Oui, il y avait un panel la première journée pour parler du mouvement étudiant québécois, et il y a eu beaucoup de débats, notamment sur la question de la professionnalisation. On s'est rendu compte qu'il y avait un écart assez important entre le discours actuel du mouvement étudiant français et le nôtre, notamment concernant l'adéquation de plus en plus grande entre les diplômés et le marché de l'emploi. Il y a une intégration dans les conventions collectives d'une adéquation entre formation, emploi et rémunération, alors que de manière surprenante, c'est précisément contre ce genre de mécanisme que le mouvement étudiant luttait au Québec l'an dernier. Donc ça a été aussi un moment assez perturbant de part et d'autre.

JL: Je vous remercie tous d'avoir partagé vos points de vue.